

26 février 1967, Montréal

Dîner-bénéfice de l'Union Nationale

En vous retrouvant ce soir, si nombreux et si enthousiastes, j'ai la curieuse impression d'être revenu douze mois en arrière. Le 27 février 1966, il y a donc un an presque jour pour jour, nous étions ici, dans cette même salle. Vous étiez venus, comme aujourd'hui, offrir à votre parti le concours de votre présence, de votre entrain et de vos deniers. Vous nous avez fait, à ce moment-là, à madame Sauvé, aux organisateurs de la fête, aux parlementaires du parti et à moi-même, un accueil que jamais je ne pourrai oublier et qui était comme le prélude et le gage d'une victoire prochaine.

Mais je me souviendrai toujours aussi de ce qui s'est passé en Chambre quelques jours plus tard. Brandissant une copie du journal *Le Temps* où apparaissait une photo de cette extraordinaire démonstration, monsieur Lesage, avec les « insuffisances » que tous lui connaissent, nous interpella en disant: « C'est avec ça que vous allez nous battre? »

Eh bien! oui, monsieur Lesage. C'est avec cet entrain, cette ferveur collective, cet esprit d'équipe; c'est avec cette volonté de servir qu'illustrait si bien notre ralliement de février 1966 que l'Union Nationale vous a battu.

Et c'est avec les mêmes armes qui attiraient l'an dernier vos sarcasmes que nous vous battons encore dans quatre ans, pas avant, puisqu'il n'y a aucune raison au monde, du moins je n'en vois aucune dans le moment, pour qu'il y ait d'autres élections générales avant quatre ans.

Ménagez donc votre souffle et vos forces, monsieur Lesage. Vous avez une longue route à parcourir. Aux dernières élections, vous êtes parti une semaine et demie avant nous et nous étions les premiers au fil d'arrivée. Imaginez-vous ce qui vous attend si vous partez quatre ans plus tôt!

Le climat que je retrouve ici ce soir est bien le même qui régnait lors de notre rencontre d'il y a un an. Je reconnais aussi les mêmes visages, sauf qu'il s'en est ajouté d'autres. Non seulement nos soutiens de l'an dernier nous sont-ils restés fidèles, mais ils ont pratiqué avec bonheur l'art de recruter d'autres amis. L'Union Nationale est un parti en pleine croissance.

Les mauvaises langues diront que c'est parce qu'elle est au pouvoir, mais ce ne sera qu'une calomnie de plus. Depuis le 16 juin dernier, je n'ai pas été le premier ministre d'un groupe ou d'un parti seulement, mais de toute la communauté québécoise.

Ceux qui nous ont combattus aux dernières élections, ceux, moins nombreux de jour en jour, qui nous combattent encore, n'en sont pas moins des citoyens à part entière. Le patrimoine que nous administrons est le patrimoine de tous. Nous ne craignons pas la critique. Elle est nécessaire dans une démocratie. Au peuple de juger. Et Dieu merci, il est bon juge.

C'est d'ailleurs la première fois, depuis l'élection du 5 juin, que je participe à une manifestation de notre parti. Je n'en ai sûrement pas abusé. Le danger qui nous menace, avec tous les problèmes que nous avons reçus en héritage, ce n'est pas celui de verser dans la

partisanerie ou le favoritisme, mais plutôt celui de perdre contact avec le peuple, avec ceux qui ont une connaissance concrète des problèmes parce qu'ils les vivent tous les jours.

Je vous l'ai dit l'an dernier: ce qui a fait jusqu'ici la force de l'Union Nationale, c'est d'être un parti profondément enraciné dans les couches populaires. J'en connais, et vous en connaissez aussi, qui n'ont que morgue et mépris pour ceux qu'ils appellent avec hauteur les « non-instruits ». Ceux-là ne sont pas de l'Union Nationale.

Certains députés libéraux, soi-disant de la nouvelle vague, ont même raffiné sur cette trouvaille de leur chef. Croyant sans doute faire montre de plus d'esprit et de culture, ils ont importé un autre terme méprisant pour parler du peuple: la chouannerie. Mais s'ils s'étaient donné la peine de rafraîchir leurs souvenirs historiques, ils auraient réalisé que la flèche se retournait contre leur propre parti, puisque les chouans étaient des royalistes; Comme monsieur Lesage.

Eh bien! Ce peuple qui travaille et qui paye toutes les factures, ce peuple des campagnes, des villages et des villes sur le dos de qui se font toutes les révolutions, les verbales comme les autres, ce peuple fidèle aux valeurs durables sans lesquelles il n'y aurait plus de Canada français, ce peuple a plus de sagesse, plus de bon sens, plus de courage et plus de véritable grandeur que ceux qui le méprisent.

L'Union Nationale est fière d'être issue de ce peuple-là, d'en être la voix, l'instrument, l'expression politique. S'il arrivait qu'elle perde contact avec lui, elle se trouverait coupée de ses sources et de son inspiration profonde.

Grâce à vous tous, l'Union Nationale restera à l'écoute du peuple. Elle restera sensible à ses aspirations et à ses besoins. C'est pour cela qu'elle a été fondée. C'est pour cela qu'elle est un parti totalement et exclusivement québécois. Elle manquerait à sa vocation propre si elle cessait d'incarner l'espérance collective de la communauté québécoise.

Vous êtes, vous les militants et les militantes de l'Union Nationale, les antennes grâce auxquelles les communications resteront constamment ouvertes entre gouvernants et gouvernés. Vous n'ignorez pas qu'en ce moment, pas seulement dans le Québec mais partout dans le monde, l'exercice du pouvoir est une tâche absorbante et difficile. La civilisation des loisirs, ce n'est pas pour le premier ministre, ni pour ses collègues du cabinet, ni pour les députés. Malgré tout le plaisir que nous en aurions, il est bien évident que nous ne pouvons pas communiquer quotidiennement avec tous et chacun d'entre vous.

Pourtant, il est absolument essentiel que nous maintenions nos contacts. Il faut que le courant passe, si nous voulons, comme nous l'avons promis, gouverner en pleine lumière. C'est pourquoi il est extrêmement important d'organiser et d'institutionnaliser le dialogue, d'abord au sein de l'Union Nationale, et aussi bien entendu entre l'Union Nationale et les groupements de toute nature que l'on désigne sous le nom de corps intermédiaires et qui sont, ne l'oublions jamais, les forces vives de la nation.

Il y a des libéraux, comme le député de Gouin, qui n'ont que sarcasmes et moqueries pour les corps intermédiaires. Brandissant le spectre du « corporatisme salazarien », ce nouveau chef de file de l'intelligentsia libérale a parlé l'autre jour, en Chambre, « d'institutions plus ou

moins bâtarde issues à la fois du suffrage universel et d'un corporatisme moyenâgeux paré d'une nouvelle robe, la robe des corps intermédiaires ».

Mais les syndicats ouvriers, patronaux ou agricoles, les Chambres de Commerce, les associations professionnelles, tous ces organismes qui encadrent les citoyens pour les aider à se mieux réaliser sur tous les plans de la vie sociale, économique et politique, sont-ce là des institutions bâtarde? Sans ce réseau de corps intermédiaires responsables et libres, nous n'aurions qu'une poussière d'individus en face d'un État tout-puissant. Ce serait du socialisme totalitaire. Est-ce ce régime dépassé et discrédité partout où il a été mis à l'œuvre que voudrait instaurer au Québec le député de Gouin?

Sans être engagés dans la politique partisane et tout en poursuivant leur mission particulière, il faut que ces groupements participent à la direction de notre vie collective. Le rôle de l'État s'est tellement accru et les exigences d'une planification véritable impliquent une telle mobilisation d'énergies et de ressources que tous les problèmes aujourd'hui débouchent sur le plan politique. Nous sommes tous des partenaires dans la construction d'un monde nouveau, que nous voulons plus humain, plus généreux, plus fraternel. Et les partis sont eux-mêmes des corps intermédiaires comme les autres, sauf qu'ils sont engagés plus directement dans l'action politique, qui est leur domaine propre. Il est donc normal qu'ils soient présents partout où l'on veut échanger des vues sur la politique, que ce soit à l'échelle du comté, de la région ou de l'ensemble du Québec.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler, du reste, comment nous avons sollicité et obtenu la coopération efficace d'un grand nombre de corps intermédiaires, d'abord au moment de nos assises de mars 1965, puis dans l'élaboration de notre programme.

Plusieurs de ceux qui ont ainsi répondu à notre appel étaient probablement des adversaires politiques. Nous avons respecté leur liberté. Nous ne leur demandions pas de nous prêter leur concours dans un but électoral, mais de participer avec nous à la recherche du bien commun, qui n'est pas seulement l'affaire des hommes politiques, mais l'affaire de tous.

Ils nous ont aidés de leurs critiques et de leurs suggestions. Ils nous ont dit parfois de rudes vérités que nous avons prises en bonne part et dont nous avons fait notre profit. Ce fut, je dois le dire, l'une des expériences les plus enrichissantes qu'il m'ait été donné de vivre.

Maintenant que le moment est venu d'appliquer ce programme, j'ose espérer que la même coopération se poursuivra, et qu'elle se poursuivra sur la même base, c'est-à-dire dans le respect intégral des libertés de chacun et dans l'unique ambition d'accélérer le progrès de la communauté québécoise.

Cette coopération est même plus nécessaire que jamais, car un programme qui fut communautaire dans sa conception ne peut être pleinement réalisé que par une action également communautaire.

On a écrit qu'avec le coup de barre du 5 juin dernier, les corps intermédiaires s'étaient en quelque sorte rapprochés du pouvoir. Je crois que c'est rigoureusement exact. Et il faut qu'il en soit ainsi. Il faut que, sans renoncer à leur indépendance, les corps intermédiaires participent à la gestion du patrimoine commun.

À moins de se contenter d'une démocratie de parade, il serait impensable, en 1967, de vouloir planifier et gouverner sans eux. Même à l'âge de la cybernétique, la politique reste la plus humaine de toutes les sciences. On ne remplacera jamais par des graphiques et des formules abstraites les rêves, les ambitions, les convictions qui font agir les hommes. On ne met pas un peuple en marche avec des ordinateurs électroniques.

Encore faut-il que les partis politiques se hâtent de repenser leur rôle et de s'adapter aux exigences de la vie contemporaine. À l'heure de la démocratie de participation, à l'heure où l'opposition au sens le plus constructif du terme ne se fait pas surtout au Parlement, mais au sein même de la nation, il faut que les partis politiques soient structurés, organisés et outillés de façon à pouvoir engager le dialogue non seulement en Chambre, mais partout où s'élaborent les décisions qui engagent l'avenir de la collectivité.

Ce qui signifie qu'ils doivent disposer en permanence, et non pas uniquement en périodes électorales, de secrétariats bien équipés, de commissions d'étude, de services d'information et de recherches, enfin de tous les organes nécessaires pour maintenir des contacts fructueux et enrichissants avec tous les éléments de la nation.

Malheureusement, rien de cela ne peut se faire sans argent. C'est pourquoi nous avons organisé ces dîners -bénéfices, en vue surtout de financer nos secrétariats de Montréal et de Québec. Votre réponse a été vraiment splendide et je vous en remercie de tout cœur.

Même si les partis politiques doivent se transformer considérablement pour répondre à des nécessités nouvelles, il est clair qu'il subsistera toujours, entre ceux qui se disputent l'appui de l'électorat québécois, des différences profondes.

Ici même, l'an dernier, je vous avais parlé des différences de mentalité, d'orientation et d'idéologie qui distinguent l'Union Nationale, instrument politique entièrement conçu en fonction des intérêts et des aspirations du peuple québécois, du parti libéral, parti ambivalent, équivoque, qui a un œil sur Québec et l'autre sur Ottawa, qui ne regarde pas où il marche et qui ne marche pas où il regarde, et qui n'est d'ailleurs qu'une collection d'éléments disparates, n'ayant comme dénominateur commun qu'une vieille tradition aristocratique et autocratique.

Or, ce qui s'est produit depuis un an n'a fait que confirmer ces différences profondes entre les deux partis. Nous avons eu, comme vous savez, une campagne électorale. Dès le début, j'ai dit que l'Union Nationale ferait la lutte avec des idées, non pas avec des scandales et des injures. Et nous avons tenu parole. Nous avons fait une campagne propre et digne.

Vous n'avez pas vu le chef de l'Union Nationale, ni aucun de nos candidats, répandre le fiel et l'invective à l'endroit des adversaires, sermonner les présidents d'assemblées, faire des colères noires et inviter même les auditeurs à venir se battre sur l'estrade. Les incidents de ce genre se sont produits dans l'autre camp et non pas dans le nôtre. Étant issus du peuple, nous avons, nous, d'instinct, le respect du peuple. Ce n'est pas dans notre mentalité de nous gourmer, de plastronner, de jouer les empereurs.

La politique n'est pas une affaire de fanfaronnade, mais une affaire de réflexion et de jugement. C'est la recherche et la réalisation du bien général. Les gestes théâtraux, les

enflures verbales, les gros mots, tout cela détonne dans notre siècle d'efficacité. Ce sont des spectacles qui ne règlent rien et qui n'amuse personne.

Après le dépouillement du scrutin, vous avez pu constater un autre contraste bien marqué dans les attitudes des deux partis. En 1962, nous avons accepté notre défaite de bonne grâce, avec bonne humeur, nous empressant même de féliciter les vainqueurs et de leur souhaiter un mandat fructueux pour le plus grand bien du Québec. C'était une réaction de vrais démocrates, heureux de se soumettre, quoi qu'il arrive, à la volonté populaire.

Vous avez vu et entendu monsieur Lesage, le soir du 5 juin? Vous savez ce qu'ils ont dit, lui et ses pareils, dans les jours et les semaines qui ont suivi? Ils n'ont pas encore digéré leur défaite. Ils n'ont pas encore pardonné au peuple le verdict qu'il a rendu. Après avoir cherché des boucs émissaires et blâmé à peu près tout le monde, même le clergé, ils se sont mis finalement à se chicaner, à se blâmer les uns les autres.

Voilà encore une différence bien tranchée entre les deux partis. Notre défaite de 1962 nous avait laissés unis comme toujours parce que l'Union Nationale est une équipe rassemblée par des idées communes, des convictions communes, des aspirations communes. Mais le parti libéral d'aujourd'hui n'est plus qu'un assemblage d'intérêts disparates. Seul le pouvoir pouvait leur donner une certaine apparence de cohésion. Ce lien étant disparu, il était fatal qu'ils se mettent à se disputer entre eux. Vous avez vu ce que cela a donné lors du récent congrès de la fédération libérale.

Autre contraste. Tous les fonctionnaires qui étaient en place à ce moment-là se souviennent du climat d'inquisition et de terreur qui a régné au Parlement dans les jours qui ont suivi l'accession des libéraux au pouvoir en juin 1960. Il y avait des policiers à toutes les portes pour fouiller les serviettes. Ce n'était d'ailleurs que le début d'une campagne de délation et de salissage qui devait montrer à la face du Québec et de tout le pays la conception que ces gens-là se faisaient d'une politique de grandeur. Des centaines et des milliers d'employés furent jetés sur le pavé. Des membres de commissions importantes apprenaient par les journaux qu'ils n'étaient plus en fonction.

Rien de tel ne s'est passé après le 5 juin. Pas de guillotine, pas de vengeances partisans, pas d'enquêtes sur la place publique, pas de démolition. Nous avons été élus pour construire, pour mettre de l'ordre et du bon sens dans l'administration du Québec. Et c'est ce que nous faisons.

Au début, il nous a fallu réparer bien des pots cassés. Je n'ai pas besoin de vous rappeler tous les problèmes qui nous ont été laissés en héritage. Nous en avons déjà réglé plusieurs. Il en reste. Et même si nous avons quatre ans pour appliquer notre programme, vous verrez, dès les prochaines semaines, que nous n'avons pas perdu notre temps.

Sous l'Union Nationale, il y aura sûrement moins d'éclats de voix, moins de gestes théâtraux, moins de vantardises que sous l'administration précédente. Mais il y aura aussi plus d'action en profondeur, plus de maturité, plus de discipline et plus de véritable démocratie.

Nous voulons tous un Québec fort, libre et prospère. Nous y arriverons en travaillant non pas les uns contre les autres, mais les uns avec les autres, dans un véritable esprit communautaire.

Dimanche prochain, à Québec, j'aurai l'occasion de parler de l'orientation du parti, de ses structures, de son plan et de ses moyens d'action.